



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

13 AVR. 2026

**portant modifications des prescriptions associées à l'autorisation d'exploiter
de la société ENVIE 2E ALSACE située 5 rue des Imprimeurs à Geispolsheim
(AIOT n°0003013098)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

VU le code de l'environnement, notamment le titre 1er (installations classées pour la protection de l'environnement) du livre V et notamment les articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;

VU l'arrêté préfectoral du 16/04/2019 pris en application du titre 1er du livre V du code de l'environnement, autorisant la société ENVIE 2E ALSACE à exploiter une installation de regroupement, de traitement et de préparation à la réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) à Geispolsheim ;

VU le dossier du 24/04/2025 intitulé "évolution des activités de traitement des PAM : procédé de granulation des câbles", produit par l'exploitant et portant à la connaissance du préfet une évolution des activités des installations de la société ENVIE 2E ALSACE à Geispolsheim ;

VU le dossier du 05/05/2025 intitulé "complément d'études au dossier de porter à connaissance intitulé modifications des conditions d'exploitation visées par l'article 5.1.3 gestion des déchets produits à l'intérieur de l'établissement" produit par l'exploitant et portant à la connaissance du préfet un projet d'aménagement du site de la société ENVIE 2E ALSACE à Geispolsheim ;

VU le dossier du 26/08/2025 intitulé "modifications des conditions d'exploitation visées par l'article 5.1.3 gestion des déchets produits à l'intérieur de l'établissement" produit par l'exploitant et portant à la connaissance du préfet son projet de modifications des installations de la société ENVIE 2E à Geispolsheim ;

VU l'avis du Service d'Incendie et de Secours du Bas-Rhin du 09/02/2026 sur le dossier de l'exploitant du 26/08/2025 ;

VU le rapport de l'Inspection des installations classées du 09/02/2026 ;

CONSIDÉRANT, au vu des éléments transmis, que les modifications projetées par l'exploitant ont été jugées notables mais non substantielles ;

CONSIDÉRANT que la demande de l'exploitant du 24/04/2025, d'aménager la prescription de l'article 1.1.2. de l'arrêté préfectoral du 16/04/2019 susvisé, en ajoutant deux codes déchets à la liste de déchets admissibles autorisés, est jugée recevable ;

CONSIDÉRANT que le projet modifie la capacité de rétention des eaux d'extinction du site ;

CONSIDÉRANT que le projet prévoit une nouvelle activité de granulation de câble, la mise en place de nouvelles zones de stockage (en bennes et sous chapiteaux) et la construction de nouvelles installations de stockage de DEEE (préaux et bâtiments) ;

CONSIDÉRANT qu'aucune étude des effets thermiques (Flumilog) n'a été proposé pour le nouveau local dénommé îlot T6, dédié au stockage des déchets contenant du PCB/PCT et des fractions dangereuses, alors que celui-ci est accolé au bâtiment principal et que cette implantation ne respecte pas les dispositions de l'arrêté ministériel du 08/03/2019 (relatif à la rubrique 2792) ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a fourni une modélisation Flumilog pour l'îlot T9 qui correspond en réalité à celle réalisée pour l'îlot T12 dans une version précédente du dossier, îlot qui ne présente pas les mêmes tailles et superficies que l'îlot T9 tel qu'il apparaît sur le plan fourni par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT qu'aucune mise en situation des effets thermiques de l'îlot T9 n'a été réalisée sur ce même plan, et que d'autres îlots de stockage ainsi qu'une installation de traitement des déchets sont situés à proximité ;

CONSIDÉRANT que le projet prévoit de nouveaux aménagements pour l'intégration paysagère des installations et pour la préservation de la biodiversité (crapaud vert) ;

CONSIDÉRANT que, bien que les modifications projetées par l'exploitant soient jugées non substantielles, elles nécessitent cependant l'adaptation de prescriptions existantes de l'arrêté préfectoral du 16/04/2019 et d'être encadrées par des prescriptions complémentaires ;

CONSIDÉRANT que, l'exploitant a présenté ses observations par courriel du 20/03/2026 dans lequel il demande des modifications du plan des zones de stockage des déchets figurant en annexe III, l'ajout de date de réalisation maximale des travaux et la modification du dimensionnement du rideau d'eau visé à l'article 8.8.1. ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant souhaite pouvoir interchanger des catégories de déchets dans les zones de stockage définies dans le plan de l'annexe III et qu'à cette fin, il demande à ce que ce plan soit modifié en enlevant le nom de la catégorie de type de déchets qu'il avait lui-même défini pour chaque îlot dans son dossier de porter à connaissance ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi le plan mentionnerait juste des îlots numérotés, sans savoir précisément ce qu'ils contiennent comme type de déchets (dangereux, non dangereux...) ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a indiqué que les catégories de déchets interchangeables présenteraient des flux thermiques se caractérisant par des distances d'effets inférieures ou égales à celles définies dans son dossier de porter à connaissance, mais qu'il n'en apporte pas les justificatifs techniques ;

CONSIDÉRANT, au vu de ces éléments, qu'il paraît raisonnable de conserver le plan dans sa forme initiale, conformément au dossier de porter à connaissance transmis et pour lequel des études Flumilog (effets thermiques) ont été transmises ;

CONSIDÉRANT que, toutefois, le projet d'arrêté préfectoral complémentaire peut être modifié pour y intégrer une nouvelle prescription permettant à l'exploitant de modifier de façon temporaire, les catégories de déchets des zones de stockage, à condition qu'il soit en mesure de justifier à l'inspection le caractère temporaire de cette modification et, par des éléments techniques, qu'un niveau équivalent de maîtrise du risque incendie soit garanti ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a sollicité l'ajout d'un article à l'arrêté préfectoral consacré à l'échéancier de la mise en œuvre des prescriptions îlots de stockage des déchets ;

CONSIDÉRANT que la rédaction de prescription relative au délai de réalisation des travaux est conditionnée par l'encadrement par prescriptions de l'intégralité des phases de travaux (avec encadrement des phases transitoires de déplacement des déchets, avec échéancier précis des

travaux par tranches, etc.), mais que l'exploitant n'a donné aucun détail sur l'organisation de ses futurs travaux, seule une « date de réalisation la plus lointaine » a été fixée par ce dernier ;

CONSIDÉRANT que, faute d'éléments probants transmis, il ne peut être fait droit à cette demande de l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a sollicité la modification de l'article 8.8.1. par le remplacement de l'expression « pendant 2 heures » par l'expression « pendant 90 minutes » car le rideau d'eau qui sera installé permettra de fournir une capacité en eau de 17,5 litres/m²/minute pendant 90 minutes uniquement ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a interrogé les services de secours sur cette capacité de défense incendie du bâtiment et qu'elle a été jugée suffisante par leur service ;

CONSIDÉRANT ainsi qu'il peut être fait droit à cette demande de l'exploitant ;

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est ;

ARRÊTE

Article 1 :

Les dispositions applicables aux installations situées 5 rue des Imprimeurs à GEISPOLSHEIM (67118) et exploitées par la société ENVIE 2E ALSACE, ci-après dénommé l'exploitant, sont complétées par celles du présent arrêté.

Article 2 :

- L'article 1.1.2 de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2019 susvisé est remplacé par l'article suivant :

« Article 1.1.2 – Déchets dont l'admission est autorisée

Les déchets admis correspondent à des appareils mis au rebut répondant à la définition donnée au 1^o de l'article R 543-171-2 du code de l'environnement, provenant des ménages et des professionnels.

Ils se répartissent entre :

- les appareils dits « gros électro-ménager hors froid » GEM HF,
- les appareils dits « gros électro-ménager froid » GEM F,
- les écrans (de toute technologie, plats et cathodiques),
- les appareils dits « petits appareils en mélange » PAM ;
- les câbles issus de DEEE et d'installateurs électriques ou d'opérateurs réseaux ;

Ils correspondent aux codes déchets suivants :

Code déchet ⁽¹⁾	Dénomination	Prescriptions particulières, précisions
20 01 23*	équipements mis au rebut contenant des chlorofluorocarbones	Correspondent à certains GEM F.
20 01 35*	équipements électriques et électroniques mis au rebut contenant des composants dangereux, autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21* et 20 01 23* Par «composants dangereux provenant d'équipements électriques et électroniques», on entend notamment des piles et accumulateurs visés à la section 16 06 et considérés comme dangereux, des aiguilles de mercure, du verre provenant de tubes cathodiques et autres verres activés, etc.	Parmi ces composants figurent les polychlorobiphényles (PCB) et polychloroterphényles (PCT) qui se retrouvent dans des éléments des circuits électriques ou électroniques (notamment condensateurs) et dans certains radiateurs à bains d'huile. Les appareils et éléments d'appareils contenant des PCB et PCT font l'objet de prescriptions particulières au titre 8 du présent arrêté. <u>Les diélectriques contenant des PCB/PCT ne sont pas extraits des objets dans lesquels ils sont enclos.</u> <u>Les composants contenant du mercure ne sont pas ouverts.</u>
20 01 36	équipements électriques et électroniques mis au rebut autres que ceux visés aux rubriques 20 01 21*, 20 01 23* et 20 01 35*	
16 02 16	Câbles visés par le chapitre des déchets provenant d'équipements électriques électroniques	Câbles constitués de cuivre et de polymères plastiques issus de DEEE et destinés à l'installation de granulation de câbles
17 04 11	Câbles visés par le chapitre des déchets de construction et de démolition	Câbles constitués de cuivre et de polymères plastiques issus d'installateurs électriques ou d'opérateurs réseaux et destinés à l'installation de granulation de câbles

(1) : codes de l'annexe de la décision 2000/532/CE de la Commission du 3 mai 2000 (art. R 541-7 du code de l'environnement)

Les déchets admis proviennent prioritairement des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. D'autres provenances sont possibles dès lors :

- qu'elles sont en cohérence avec les dispositions régionales de planification des déchets
- ou**
- qu'elles répondent à une situation d'urgence. Dans ce dernier cas, l'inspection des installations classées en est avisée avec les éléments d'appréciation utiles. »

• Après la dernière phrase de l'**article 1.1.4.** de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2019 susvisé sont ajoutées les phrases suivantes :

« Si l'exploitant souhaite interchanger, de façon temporaire, des catégories de déchets dans les zones de stockage définies dans le plan de l'annexe III, il doit être en capacité de justifier du caractère temporaire de cette modification et, par des éléments techniques, qu'un niveau équivalent de maîtrise du risque incendie est garanti.

Sont notamment tenues à dispositions de l'inspection, les données techniques justifiant que les catégories de déchets concernées, présentent des flux thermiques se caractérisant par des distances d'effets inférieures ou égales à celles contenues dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En cas de modification définitive du plan de l'annexe III, l'exploitant devra porter ce projet de modification à la connaissance du Préfet, conformément à l'article R. 181-46 du code de

l'environnement. »

- La dernière phrase de l'**article 7.3.2** de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2019 susvisé est remplacée par les phrases suivantes :

« La capacité de confinement est de 1 229 m³.

L'exploitant tient à disposition de l'Inspection des installations classées, les éléments justifiant des capacités de rétention des eaux d'extinction d'incendie.»

- Au **chapitre 8.1.**, avant l'article 8.1.1. sont ajoutées les dispositions suivantes :

«La nouvelle installation dédiée au stockage des composants contenant du PCB et/ou PCT, dénommé « îlot T6 » sur le plan de l'annexe III du présent arrêté, répond aux dispositions de l'arrêté ministériel du 08 mars 2019, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2792-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant tient à disposition de l'Inspection les éléments justifiants que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du stockage couvert et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. »

- A l'**article 8.4.1.** de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2019 susvisé, après le dernier paragraphe, sont ajoutées les dispositions suivantes :

« L'exploitant aménage le bassin de stockage des eaux pluviales de voirie et des eaux d'incendie présent à l'ouest du site, pour qu'il ne constitue pas un piège pour le crapaud vert.

Un grillage de protection est installé tout au long de la clôture, au droit de la zone située au nord du site, afin d'éviter tout écrasement des batraciens sur la voirie et de rendre possible leur accès au site uniquement par la zone ouest. »

- Au **Titre VIII**, après le chapitre 8.5 sont ajoutés les chapitres suivants :

« **Chapitre 8.6 – Activité de granulation de câbles**

Article 8.6.1 Risques d'atmosphère explosible

L'exploitant tient à disposition de l'Inspection les éléments justifiant que l'installation de granulation ne constitue pas une atmosphère explosible (ATEX).

Les rejets atmosphériques du processus de granulation sont canalisés par aspiration et filtration des poussières.

Pour les poussières plastiques diffuses, l'exploitant met en place une procédure de nettoyage adaptée aux équipements et à la présence de matière pulvérulente. L'exploitant met en place un suivi de nettoyage formalisé.

Article 8.6.2 prévention de la contamination des milieux

L'exploitant met en œuvre tous les moyens de maîtrise possibles pour éviter tout envol d'éléments sortants du procédé de granulation et tout risque de contamination du milieu par des plastiques ou des métaux.

Chapitre 8.7 – Îlot dédié au stockage des piles et batteries (îlot T1)

Article 8.7.1 Disposition constructives et risque incendie

L'exploitant tient à disposition de l'Inspection les éléments justifiants que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du stockage couvert et ne conduit pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

Les parois du local sont de degré coupe-feu REI 120.

L'exploitant tient à disposition les éléments justifiants le degré de résistance des murs coupe-feu.

Une distance minimale de 5 mètres est maintenue entre les limites de propriété et le local. »

Chapitre 8.8 – Îlots dédiés au stockage de PAM/PEP (îlots T9 et T12)

Article 8.8.1 Disposition constructives et risque incendie

L'îlot T9 est scindé en 2 cellules par 1 mur de degré coupe-feu REI 120.

L'îlot T12 est scindé en 3 cellules par 2 murs de degré coupe-feu REI 120.

Ces parois séparatives dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement.

Cette disposition n'est pas applicable si un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture, est mis en place.

L'exploitant tient à disposition les éléments justifiants le degré de résistance des murs coupe-feu.

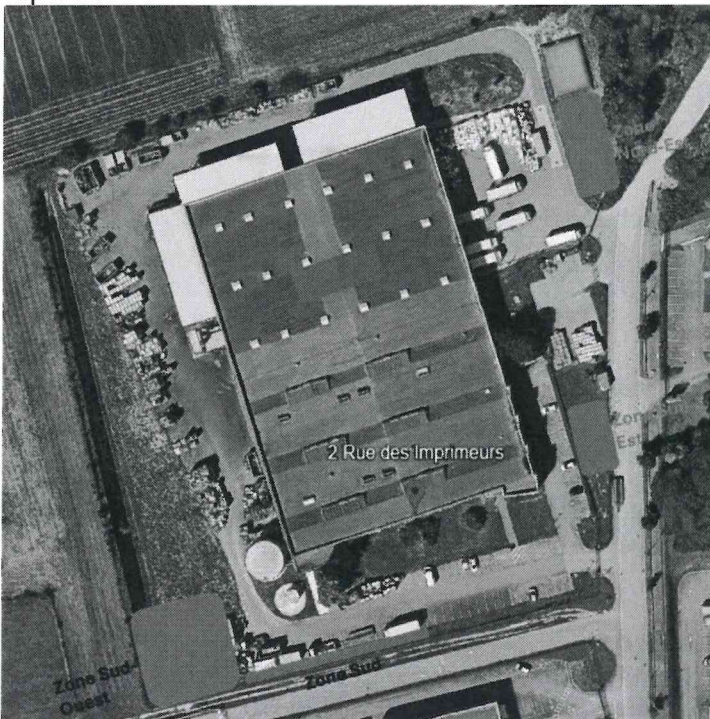
Un rideau d'eau est mis en place sur l'intégralité de la façade nord du bâtiment principal.

L'exploitant tient à disposition les éléments justifiants que le système alimentant le rideau d'eau est suffisamment dimensionné pour fournir une protection en eau de 17,5 litres/m²/minute pendant 90 minutes, en cas d'incendie.

Chapitre 8.9 – Intégration paysagère

Article 8.9.1 Plantation d'arbres

Afin de réduire l'impact visuel des stockages, l'exploitant intègre des plantations de végétaux dans 4 zones du site dénommées « zone Sud-Ouest », « zone Sud », « zone Sud-Est » et « zone Nord-Est » et réparties comme suit :



Ces plantations et leurs abords sont aménagés et entretenus régulièrement, afin notamment de ne pas constituer une source potentielle d'incendie. »

- Le plan de l'**annexe III** – Implantation des installations (plan joint) de l'arrêté préfectoral du 16 avril 2019 susvisé est remplacé par le plan suivant :

Plan

confidentiel

Article 3 :

3.1 : Publicités et notification

En vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Strasbourg et peut y être consultée.

Cet arrêté est publié sur le site Internet de la Préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

3.2 : Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg Cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

Obligation de notification de recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

3.3 : Exécution

Une copie du présent arrêté est adressée à :

- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- le maire de Geispolsheim ;
- la société Envie 2E Alsace ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, d'en assurer l'application et l'exécution.

Une copie du présent arrêté sera notifiée à la société Envie 2E Alsace, sous pli recommandé avec avis de réception.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

